

L'Humanité, 12 août 2006
Par Françoise Germain-Robin

Pour l'historien Georges Corm, cette guerre est liée au désir d'hégémonie d'Israël et des Etats-Unis sur la région.

Economiste, ancien ministre des Finances libanais, historien et auteur de nombreux ouvrages (1), Georges Corm analyse pour l'Humanité la nouvelle guerre du Liban.

Après trois semaines de bombardements israéliens sur le Liban qui ont déjà fait plus de 1 000 victimes civiles, les Etats-Unis et la France viennent de proposer une résolution à l'ONU pour « l'arrêt des hostilités ». Qu'en pensez-vous ?

Georges Corm. J'en pense que c'est l'horreur totale. On vient encore de faire une nouvelle invention sémantique aberrante pour permettre à Israël de continuer le boulot sans avoir l'air de l'encourager. Je suis indigné et en colère. Je savais bien que la France collait de plus en plus à la politique américaine, mais je ne pensais pas que la diplomatie française tomberait aussi bas. Comment peut-elle accepter, elle qui prétend venir au secours de « son cher Liban », de laisser couper les dernières routes qui nous reliaient encore au monde extérieur ? Rien que du point de vue humanitaire, c'est l'horreur. Quant au plan géopolitique, cela confirme, comme je le pense depuis un certain temps, que les différences entre la France et les états-Unis relèvent de la simple tactique et que la soit-disant différence de la France est de la poudre aux yeux.

Comment analysez-vous cette crise ? A en croire beaucoup de médias français, il s'agirait d'une « guerre entre Israël et le Hezbollah »...

Georges Corm. C'est de la désinformation. Il y a en réalité trois dimensions à cette guerre. La première, c'est celle de la « sécurité israélienne », au nom de laquelle le Liban a subi depuis 1968 toute une série d'occupations, de bombardements, et des violations quasi quotidiennes de son espace aérien et maritime. Jusqu'en 1982, c'était à cause de la présence de l'OLP au Liban, et c'est allé jusqu'à l'invasion de 1982, le siège de Beyrouth et la tentative de satellisation du Liban par Israël, qui a échoué. Le Hezbollah n'existait pas alors. Mais il est précisément né de cette occupation. La seconde, c'est le désir de domination complète du Moyen-Orient par Israël et les Etats-Unis. Elle non plus n'est pas nouvelle, mais elle s'affirme avec davantage d'agressivité depuis le 11 septembre 2001 : il y a eu la guerre contre l'Afghanistan, puis contre l'Irak, aujourd'hui contre le Liban. Il s'agit pour les états-Unis et Israël de construire un « nouveau Moyen-Orient » débarrassé de l'influence de ce qu'ils appellent « l'axe du mal de la Syrie et de l'Iran », deux Etats qui ont le tort de soutenir la résistance palestinienne et celle du Hezbollah. La troisième dimension, c'est celle de la lutte tous azimuts contre le terrorisme islamique considéré comme une « internationale fasciste islamiste ». C'est devenu officiellement la doctrine de l'administration Bush depuis 2001, puis celle de l'Occident qui met dans le même sac des mouvements du style Ben Laden et des mouvements de résistance comme le Hamas ou le Hezbollah.

Vous qui êtes un laïc d'origine chrétienne, que pensez-vous du Hezbollah ? Logiquement, vous ne devriez pas le porter dans votre cœur...

Georges Corm. C'est un mouvement qui a connu une mutation tout à fait positive. Certes,

il est né à l'origine sous influence iranienne, dans les conditions tragiques de l'invasion israélienne de juin 1982. Il y a eu, tout au début, des pasdarans iraniens qui ont organisé des camps d'entraînement dans la Bekaa. De 1982 à 1988, dans le contexte de la guerre Iran-Irak, le Hezbollah a procédé à des enlèvements d'otages occidentaux. Mais dans le même temps, il développait la résistance à l'occupation israélienne, qui, au sud du Liban, a duré jusqu'en 2000. A partir de la fin de la guerre Iran-Irak, le Hezbollah a évolué. Il faut d'ailleurs noter que le Hezbollah n'a jamais été une milice au sens où l'entendaient les accords de Taef (2). Ils visaient les milices confessionnelles qui avaient pris part à la guerre civile, ce qui n'était pas le cas du Hezbollah. C'est pourquoi le gouvernement libanais n'a jamais songé à le désarmer. D'autant plus qu'il a commencé, dans les années quatre-vingt-dix, à se transformer en parti politique, avec une orientation sociale et une action caritative très forte, sans distinction communautaire. Au point que dans certains villages où cohabitent des communautés chrétiennes et chiites, on voit des chrétiens voter pour le Hezbollah. On peut dire aujourd'hui que le Hezbollah est devenu un parti politique libanais à part entière, notamment depuis que Nasrallah l'a rendu indépendant de la Syrie et de l'Iran. Il représente la tendance totalement « libaniste » qui a pris le dessus sur la tendance pro-iranienne. Il s'est de plus en plus intégré à la fabrique politique libanaise. D'ailleurs l'aspect islamique de son discours s'est marginalisé au profit d'un discours essentiellement patriotique, libanais d'abord, nationaliste arabe ensuite. Il parle beaucoup de la souveraineté du Liban, de l'honneur des Libanais et des Arabes face à Israël, de la fin de l'humiliation avec une forte dénonciation de la politique américaine. En somme, le Hezbollah est devenu le symbole de la résistance ? Georges Corm. Oui, et c'est encore à Israël qu'on le doit. Les Israéliens ont fait le vide en décapitant la résistance des partis laïques et de la gauche libanaise quand ils occupaient le Liban. Ils ont emprisonné beaucoup de résistants au camp d'Ansar. Ils en ont emmené plus de 1 600 en Israël en 1985. Ils ont fait le vide et laissé s'implanter le Hezbollah en pensant qu'un parti affichant une bannière religieuse serait plus pratique pour eux.

Vous voulez dire plus facile à combattre car on pourrait lui taper dessus sans provoquer trop de protestations ?

Georges Corm. Exactement. Ils ont fait la même chose avec le Hamas en Palestine occupée pour casser l'OLP. En étendant un tel concept, on en arrive à la guerre des civilisations.

Que pensez-vous des solutions avancées par la France : l'application de la résolution 1559 et le déploiement d'une force internationale ?

Georges Corm. Je pense que la 1559 n'avait pas lieu d'être. J'ai dit tout de suite qu'elle allait déstabiliser le Liban et créer les conditions d'un nouveau colonialisme. C'est une erreur grave dont Jacques Chirac est largement responsable et dont nous payons le prix. On nous parle du déploiement de l'armée libanaise le long de la frontière israélienne, mais qu'est-ce que ça veut dire, déployer une armée qui n'a pas d'équipement, pas d'armes dignes de ce nom, pas de couverture aérienne ? La machine de guerre israélienne n'en ferait qu'une bouchée.

Pour ma part, je rejoins la position du premier ministre libanais. Je veux bien que l'on applique la résolution 1559, mais à condition de faire appliquer par Israël l'ensemble des résolutions onusiennes qui le concernent, qu'il s'agisse du Liban, de la Syrie ou de la

Palestine. Y compris celles qui concernent les 400 000 réfugiés palestiniens qui sont au Liban. A ce moment-là, il n'y aura plus de problème et les forces du Hezbollah pourront être intégrées à l'armée libanaise. Quant à la force internationale, elle va sans aucun doute être l'objet de négociations ardues concernant son mandat, sa composition, ONU, OTAN, FINUL renforcée ?, et son positionnement. Je pense qu'elle devrait, en toute logique, être déployée du côté israélien : ils se plaignent d'être attaqués, mais c'est nous qui sommes envahis. Depuis 1968, l'armée israélienne a fait entre 50 000 et 60 000 victimes civiles au Liban. Ce n'est pas Israël qui a besoin d'être protégé. C'est moi, c'est nous, c'est le Liban.

(1) Le Proche Orient éclaté, Gallimard, 2005 ;
Orient-Occident, la fracture imaginaire, La Découverte, 2004 ; la Question religieuse au XXIe siècle, La Découverte, 2006.

(2) Signés en 1990 en Arabie saoudite sous l'égide de la Syrie, ces accords mettaient fin à quinze ans de guerre civile en organisant le désarmement des milices qui y avaient pris part.

**Entretien réalisé par
Françoise Germain-Robin**